



Les Nouvelles de Birmanie Avril 2016



Les chiffres du mois



Oo Taung, 50, who lost his leg in a land mine blast in 1994, stands after taking a bath in Zawti village in Kyaukki Township on Jan. 24, 2013. (Photo: Soe Zeya Tun / Reuters)

Le représentant adjoint de l'UNICEF, Shalini Bahuguna, a souligné que 162 pays ont adhéré au traité anti-mines à l'échelle mondiale, mais la Birmanie n'en fait pas partie. Après l'Afghanistan et la Colombie, la Birmanie est le troisième pays le plus infesté par les mines terrestres dans le monde.

Selon une enquête menée par le Groupe de travail sur la sécurité alimentaire, plus de six milliards d'hectares ont été confisqués à travers le pays, dont quatre millions par l'armée. (les autres par l'administration, entreprises etc.)

En avril: Des milliers d'hectares de terres confisquées dans l'Etat de Mon se voient rendus par l'armée et d'autres organes gouvernementaux. Un total de 16,527 hectares repartis entre dix cantons a été identifié pour être retourné à leurs propriétaires légitimes.

Source : <http://www.bnionline.net/news/mon-state/item/1554-confiscated-land-returned.html>

Les événements marquants

Le nouveau gouvernement birman doit agir vite pour mettre fin à la crise qui touche les Rohingyas Déclaration des membres du Réseau Européen pour la Birmanie (EBN)

Les membres du Réseau Européen pour la Birmanie (EBN), appellent le nouveau gouvernement de Birmanie, Ligue Nationale pour la Démocratie (LND), à agir rapidement pour faire face à la crise des Rohingyas en Birmanie.

Ces cinq dernières années ont été caractérisées par une aggravation dramatique de la situation des Droits de l'Homme, de la répression, des discriminations et des violences à l'encontre des Rohingyas. Environ 150 000 personnes ont été déplacées et vivent dans des camps dont les conditions de vie seraient parmi les pires au monde, selon les représentants des Nations Unies. Plus de 100 000 Rohingyas, soit plus de 10% de la population, ont quitté la Birmanie pour fuir une répression toujours plus forte. Des milliers se seraient noyés en fuyant par la mer.

La plupart des Rohingyas se sont vu retirés leur droit de vote lors des dernières élections, ont été exclus du recensement national et sont toujours privés de leur droit à la citoyenneté birmane.

Pendant des décennies, le gouvernement militaire de Birmanie a mis en place une politique axée sur un double objectif : la répression et l'appauvrissement, pour amener la minorité Rohingya à quitter le pays. Le nouveau gouvernement de la LND est aujourd'hui confronté à un challenge de taille pour faire face à cet héritage.

En tant qu'organisations ayant répondu à la demande de soutien international de la LND et des activistes birmans, nous restons engagées à aider à promouvoir les droits de toute personne en Birmanie, quelque soit leur race et leur religion. Nous espérons, que maintenant que le gouvernement de la LND est en position d'agir pour promouvoir les Droits de l'Homme, il le fera.

Déclaration de : Actions Birmanie (Belgique) / Association Suisse-Birmanie (Suisse) / Burma Action Ireland (Irlande) / Burma Campaign UK (Angleterre) / Burmese Rohingya Organisation UK / Christian Solidarity Worldwide / Info Birmanie (France) / Society for Threatened Peoples / Swedish Burma Committee (Suède)

Version complète : <http://www.info-birmanie.org/le-nouveau-gouvernement-birman-doit-agir-vite-pour-mettre-fin-a-la-crise-qui-touche-les-rohingyas/>

Le Parti de la libération nationale de l'Arakan (PLNA) a été en proie à des divisions internes depuis les élections du novembre dernier, le mandat de la PLNA de nommer un ministre d'État incitant les différends au sein du parti. Les membres du parti nationaliste de l'Arakan ont démissionné pour protester contre le licenciement de trois haut-dirigeants du parti.



Six membres du Parti national Arakan (ANP) de Kyauktaw Township ont quitté le parti après que le comité central du parti a approuvé le licenciement des membres de la haute direction du canton – le Président Saw Maung, le Vice-Président Saw Shwe Htun et le secrétaire Zaw Win.

Le comité central ANP a licencié les chefs de canton le 7 Avril. Auparavant, il avait également limogé un autre ancien membre, Kyaw Lwin, le lendemain de son investiture à titre de Ministre de l'agriculture, de l'exploitation minière et de la foresterie au sein d'un gouvernement mené par la Ligue nationale pour la démocratie (LND).

Source : <http://www.dvb.no/news/anp-members-resign-over-dismissal-of-township-party-executives/61839>

La Birmanie durcit sa position contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme

L'Unité d'enquête financière (UEF) intensifie ses activités de sensibilisation pour lutter contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme au Myanmar.

Cette mesure vise à soutenir le vœu du nouveau gouvernement pour lutter contre la corruption et de maintenir la dynamique de croissance du pays.



Le colonel Pol Kyaw Win Thein, directeur adjoint de la UEF et directeur de la division du crime anti-financière, a déclaré la semaine dernière que la coopération publique joue un rôle essentiel dans la lutte contre le blanchiment d'argent. La dénonciation par les parties prenantes, y compris les banques, les institutions financières, les hommes d'affaires, les courtiers et le public aidera UEF arrêter les véritables criminels.

«Nous tenons à coopérer davantage avec les ONGI [organisations non-gouvernementales internationales] et les ONG axées sur le blanchiment d'argent et la lutte contre le financement du terrorisme.

«Nous aimerions connaître les résultats de leurs enquêtes et des recherches sur le terrain. Nous pouvons également partager certaines de nos informations sur les activités suspectes,» a-t-il dit.

Myanmar nécessitait une application stricte de la loi ainsi que la mise en place d'un mécanisme solide pour empêcher la libre circulation de l'argent sale dans le pays, a-t-il dit.

«Dans la plupart des cas, les véritables propriétaires échappent la peine en général à cause de la non-application de la loi.

«Dans le cas où le juge relâchent les criminels en raison de la faiblesse du cadre juridique existant, tous nos efforts seront vains», dit-il.

L'absence d'un cadre juridique et institutionnel peut transformer le Myanmar en un dépotoir pour l'argent illicite, dit-il. À l'heure actuelle, les ONGs peuvent librement entreprendre des activités sans contrôle en raison des ressources humaines limitées du gouvernement. Compte tenu de la montée des groupes terroristes comme l'État islamique, il faut un mécanisme pour surveiller les jeunes, dit-il. Thurein Aung, dirigeant de la division du crime anti-financier personnel, a déclaré que sur 50 cas étudiés depuis 2013, plus de 30 ont été le résultat des conseils des organisations.

Il a appelé à durcir la loi existante sur le blanchiment d'argent. Tous les citoyens devraient être obligés de signaler les transactions d'une valeur de 100 000 (millions Bt3.5) \$ et plus. Thaïlande a offert une aide à l'UEF, de peur que le retard de mettre en place les règles au Myanmar puissent favoriser le blanchiment d'argent dans leur pays, ce qui pourrait basculer la stabilité dans les deux pays.

KHINE KYAW
MYANMAR ELEVEN

Source : <http://www.nationmultimedia.com/business/Myanmar-toughens-stance-against-money-laundering-t-30283685.html>

LES FOCUS DU MOIS

Tant que l'éducation sexuelle sera taboue, la fête de l'eau sera un danger pour les femmes

La fête de l'eau (Thingyan) a commencé lundi en Birmanie. Elle marque le premier mois de l'année du calendrier birman, le nouvel an bouddhique, le début des plus longues vacances, et surtout l'une des célébrations les plus festives de l'année en Birmanie.

Thingyan symbolise la purification. Le peuple se lance de l'eau pour se laver des péchés, de la malchance et des mauvais esprits de l'année passée. Dans tout le pays, les participants se munissent de lances à incendie et de pistolet à eau pour asperger les passants et leur apporter chance et bonheur pour l'année à venir. Les maisons sont décorées de fleurs et de feuilles de palme et l'atmosphère est à la fête.

À l'origine, il s'agissait d'un festival très sobre mais les traditions ont changé. La société birmane est toujours très conservatrice, mais Thingyan représente l'opportunité de l'année pour se lâcher. Pendant 4 jours, les birmans, et particulièrement les jeunes, se déguisent, boivent de l'alcool, dansent dans la rue et se témoignent même des signes d'affection en public.

La fête de l'eau est très attendue par le peuple birman mais comporte des risques importants pour les femmes. Chaque année, les femmes sont victimes d'agressions sexuelles sans savoir qu'elles peuvent les dénoncer et leur bourreaux n'ont souvent même pas conscience qu'il s'agit d'un crime répréhensible. Il est donc difficile d'évaluer l'ampleur de la situation.

« Pour un groupe de seulement 2 ou 3 femmes, il est presque impossible de sortir célébrer seules Thingyan au risque d'être mises en pièces. » explique une femme de Mandalay « Chaque femme qui a déjà expérimenté Thingyan à Mandalay sait cela. ».

Les autorités ont conscience de l'augmentation de la criminalité, notamment sexuelle, pendant le festival mais selon les associations locales, elles n'adoptent pas les mesures adaptées. En 2015, pour lutter contre les agressions sexuelles, elles ont interdit la vente de contraceptifs et arrêté ceux qui en vendaient malgré l'interdiction. Cette année, plutôt que de lancer des campagnes de sensibilisation et d'éducation sexuelle dont le peuple a besoin, elles ont fait la guerre aux vendeurs de produits issus de l'industrie du sexe comme le viagra, mais aussi contre les somnifères parfois utilisés pour abuser des femmes.

Dans le pays où le mot « vagin » n'existe pas dans la langue nationale, il n'est pas étonnant que l'éducation sexuelle soit un sujet tabou. En effet, pour aborder l'organe féminin, les birmans parlent du « corps de la femme » et il est presque impossible pour une femme, de parler de sexe.

La Birmanie est un pays très traditionnel où la religion a son mot à dire quant à l'acte sexuel, indéniablement lié à la procréation. De fait, l'éducation sexuelle est inexistante dans les programmes scolaires et largement absente dans la société bouddhiste.



Certaines associations tentent de changer les habitudes et d'aborder la sexualité et les questions de genre mais elles font l'objet de menaces de mort de la part de groupes nationalistes extrémistes comme Ma Ba Tha et ne sont pas soutenues par les autorités.

Dans les minorités ethniques la situation est similaire, voire pire. Dans l'État Kachin par exemple, l'éducation sexuelle est faite par les leaders catholiques, considérés comme les personnes de confiance et de sagesse par la majorité de la population. Ils déconseillent les moyens de contraception et interdisent l'utilisation du préservatif. Chaque semaine, pendant l'office dominical, les prêtres encouragent les familles à avoir de nombreux enfants. La décision de garder ou non un enfant n'appartient pas aux parents mais à Dieu. Par ces paroles religieuses, les femmes, mères de famille, se sentent comme des « machines à produire des enfants » selon Htoi, responsable d'une association qui sensibilise le peuple kachin aux questions de genre. Htoi explique que les femmes kachin peuvent difficilement refuser un rapport sexuel, « c'est l'homme qui choisit quand il en a envie, la femme doit accepter sinon elle est une mauvaise épouse ».

Par ailleurs, la majorité des hommes veulent épouser une femme vierge. Par contre, ils n'hésitent pas à leur promettre le mariage pour avoir des rapports sexuels avant, puis à les abandonner si elles tombent enceintes. Ces femmes deviennent alors souvent la risée de leur village. Enfin, si un homme kachin sans famille viole une femme et qu'un enfant naît de ce rapport, les leaders religieux s'arrangent pour qu'un mariage ait lieu afin de normaliser la situation. La femme n'est évidemment pas consultée.

L'éducation sexuelle en Birmanie n'est pas prête de s'imposer en Birmanie tant le sujet est tabou. L'image de la femme en tant qu'être inférieur à l'homme a encore de beaux jours devant elle. La loi sur les mariages confessionnels adoptés en 2015 va malheureusement en ce sens puisqu'elle impose aux femmes bouddhistes qui souhaitent se marier à un homme d'une autre confession, de demander une autorisation aux autorités locales et à leur famille pour pouvoir se convertir et avoir le droit de se marier.

Bien qu'Aung San Suu Kyi représente une lueur d'espoir pour les organisations de la société civile, elle n'a nommé qu'une seule femme au gouvernement : elle-même.

Les premiers pas décevants d'une idole au pouvoir

La Ligue Nationale pour la Démocratie (LND) a remporté une victoire écrasante aux élections législatives de novembre 2015 grâce à la popularité de sa leader, Aung San Suu Kyi.

Idolâtrée, la prix Nobel de la Paix birmane est l'icône de la démocratie et des Droits de l'Homme dans le pays depuis 1988. La victoire de son parti constitue donc un espoir immense pour son peuple qui attend depuis plus de 50 ans des réformes concrètes. Très peu critiquée, Aung San Suu Kyi fait toutefois l'objet de doutes.

Son caractère très autoritaire est souvent mis en avant et ses premiers jours au sein du nouveau gouvernement ont conforté ce vice. La constitution birmane lui interdisant de briguer le poste suprême, Aung San Suu Kyi avait déclaré quelle serait « au-dessus du président ». C'est exactement ce qu'elle est parvenue à faire.



Michelle Yeoh interprétant le rôle d'Aung San Suu Kyi dans le film « The Lady » de Luc Besson

Le 15 mars, elle a fait nommer Htin Kyaw, l'un de ses amis d'enfance, au poste de président. Sans expérience politique, cet homme a été élu pour sa loyauté et suit en effet à la lettre les ordres de sa « lady ». Ses interventions officielles ne durent jamais plus de quelques minutes et sont encadrées par Aung San Suu Kyi, toujours à ses côtés pour montrer qu'elle est la véritable décisionnaire.

Le 23 mars, la LND a désigné les nouveaux ministres du gouvernement de Htin Kyaw. Aung San Suu Kyi a ainsi pris la tête de quatre ministères : l'éducation, l'énergie, les relations avec la présidence et les affaires étrangères. Ce dernier poste lui permet notamment de siéger au Conseil National de Défense et de Sécurité, un puissant comité dominé par les militaires, dont les missions sont floues mais d'autant plus stratégiques. Il lui permet également d'avoir une légitimité officielle pour représenter la Birmanie auprès de la communauté internationale.

Le 31 mars, elle a fait créer le poste de « Conseillère d'État » du pays pour l'incarner aussitôt. Ce nouveau titre, équivalant à une fonction de premier ministre, lui garantit une position officielle pour « faire le lien entre le gouvernement et le Parlement » tout en lui donnant un rôle consultatif auprès des partis politiques et des organisations de la société civile. Les militaires ont tout fait pour s'opposer à ce nouveau poste jugé « inconstitutionnel » mais la LND, qui détient désormais la majorité au Parlement, a adopté le projet de loi début avril. Suite à cette nouvelle désignation, Aung San Suu Kyi a finalement renoncé aux ministères de l'Éducation et de l'Énergie mais conserve ses trois autres fonctions.

Avec ces nouvelles attributions Aung San Suu Kyi, centralise tous les pouvoirs. Elle a une influence à la fois sur l'exécutif, le législatif et l'administratif, c'est-à-dire plus de pouvoir que si elle n'était « que » présidente.

Bien qu'elle soit âgée de plus de 70 ans et croule déjà sous la charge de travail, Aung San Suu Kyi veut également contrôler les près de 400 parlementaires de la LND, élus au niveau national. Faute d'expérience et de compétence suffisantes, ils n'ont pas le droit de s'exprimer librement devant les médias et doivent passer par un comité de vérification de leur projet de loi avant de les présenter au Parlement. Ils sont par ailleurs très peu informés sur le programme du nouveau gouvernement et leur avis sur les mesures envisagées pour le pays est peu, voire pas du tout sollicité.

Beaucoup estiment que trop de pouvoirs ont été placés entre les mains d'Aung San Suu Kyi. Les militaires ont même déclaré qu'elle « serait la personne la plus puissante du gouvernement ».

Ses premières mesures laissent par ailleurs perplexe.

Tout d'abord, la composition de son gouvernement a été étonnante. Les nouveaux membres du gouvernement ont tous plus de 60 ans et Aung San Suu Kyi est la seule femme. Malgré les engagements de la LND pour la « réconciliation nationale », aucun parti ethnique n'a été désigné pour gouverner les 14 États et Régions de la Birmanie. Les représentants des minorités choisis au poste de porte-parole du Parlement et de Vice-président seraient impliqués dans des affaires de corruption et de trafic de drogue. Enfin, après seulement quelques jours au pouvoir, le Ministre des affaires ethniques et religieuses – membre USDP, désigné par la LND – a nié l'existence de discriminations religieuses à l'encontre des minorités par le gouvernement birman. Il a également déclaré que les musulmans et les hindous n'étaient pas des citoyens à part entière. La LND ne s'est pas prononcée sur ces propos et n'a toujours rien fait pour mettre fin à la catastrophe humanitaire qui touche la minorité musulmane des Rohingyas.

Autres aspects polémiques, la LND s'est appuyée sur la Constitution adoptée par la junte militaire pour centraliser le pouvoir, alors qu'avant d'obtenir la majorité, Aung San Suu Kyi n'avait cessé de dénoncer ce texte jugé « anti démocratique ». De plus, le programme économique du parti semble privilégier une libéralisation massive du pays au détriment des populations les plus vulnérables.

Malgré ces premiers pas inattendus, La LND a également montré sa volonté d'améliorer la situation des Droits de l'Homme en Birmanie. En témoigne la libération de près de 300 prisonniers politiques depuis le début de son mandat, le 1er avril. Il s'agit maintenant d'être patient et de suivre les prochaines mesures du nouveau gouvernement avec attention.